

La Macédoine, un état balkanique méconnu aux portes de l'Union Européenne.

La Macédoine, sous domination Ottomane depuis le XIV^e siècle, a toujours été un enjeu régional dans les Balkans et ce depuis que le glacié de l'Empire Ottoman avait fondu à la fin XIX^e siècle. Ce petit pays de 25 713 km² sans débouchés maritimes est bordé au sud par la Grèce, à l'Est par l'Albanie, au Nord par la Serbie-Monténégro et à l'Est par la Bulgarie.

A la lumière de sa récente candidature, le 18 décembre 2005, à l'adhésion à l'Union Européenne, nous verrons comment ce petit état réapparu dans les suites de la désintégration de la Yougoslavie dans les années 90 a progressivement triomphé de ces problèmes pour arriver au seuil de l'adhésion à l'UE qu'elle espère compléter bientôt.

En juin 1991, la Croatie et la Slovénie déclarent officiellement leur indépendance et sont reconnus par la communauté internationale. En Macédoine, un référendum sur l'indépendance a lieu le 8 septembre 1991, 95% des votants y sont favorables, mais le boycott par les Serbes et les Albanais de Macédoine conduit à une grande tension entre la république et le gouvernement fédéral, sous présidence serbe. Le conflit armé est évité de justesse et le 17 septembre 1991, la Macédoine proclame alors son indépendance.

De 1991 à 1995 se sera la première des crises attenante à la proclamation de son indépendance, et sa reconnaissance par la Grèce qui se finalisera par un accord le 15 septembre 1995.

En avril 1996, la République fédérale de Yougoslavie et la Macédoine signent un accord de reconnaissance mutuelle. Les anciennes relations commerciales sont rétablies après que la suspension en octobre 1996 des sanctions économiques imposées à la Serbie et au Monténégro a permis la réouverture de la frontière nord, et un projet de coopération économique est signé. Si le différend avec la Grèce n'est pas encore totalement réglé, si une force de l'ONU stationne toujours de façon préventive sur son sol, la Macédoine, désenclavée et reconnue par la communauté internationale, espère pouvoir désormais se consacrer au redressement de son économie et à la stabilisation des relations avec les minorités ethniques, malgré l'attentat qui blesse le président macédonien le 3 octobre 1995, et dont la responsabilité peut être attribuée aux ultranationalistes.

Malgré la rigueur monétaire et un programme de privatisations important, l'économie de la Macédoine connaît une stagnation inquiétante. Surtout, le regain des affrontements entre Serbes et Albanais au Kosovo en mars 1998 s'accompagne de nouvelles tensions interethniques entre les Macédoniens et la forte communauté albanaise, tandis que des bandes armées en provenance d'Albanie se livrent à des incursions et à des attentats en Macédoine. En novembre 1998, le Parti social-démocrate (SDSM, ex-communiste), parti du Premier ministre Branko Crvenkovski, perd les élections législatives. L'union d'opposition formée par le parti VRMO-DPMNE (droite modérée) de Ljupco Georgievski et l'Alternative démocratique (DA, centre) de Vasil Tupurkovski obtient 58 sièges sur 120. Elle forme un gouvernement de coalition avec un parti représentant la communauté albanaise, forte de 500 000 personnes en Macédoine. Lors de la crise du Kosovo, la Macédoine doit absorber, souvent avec réticence, un afflux massif de réfugiés albanais du Kosovo (plus de 300 000 entre fin mars et début juin 1999) chassés par la politique de purification ethnique conduite par les forces serbes. La majorité de la population macédonienne (d'origine slave) manifeste son soutien aux Serbes et son opposition aux frappes de l'OTAN, ce qui entraîne un accroissement de la tension entre les Slaves et les Albanais de Macédoine.

En novembre 1999, Boris Trajkovski, jusque-là vice-ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de centre-droit et candidat du VRMO-DPMNE, l'emporte avec 53%

des suffrages lors de l'élection présidentielle qui l'oppose à Tito Petkovski, candidat du SDSM. La forte minorité albanaise du pays contribue à son élection. Premier ministre depuis novembre 1998, Ljubco Georgievski est reconduit dans ses fonctions en décembre 1999.

Encouragée par l'action de l'UCK du Kosovo, une Armée de libération nationale des Albanais de Macédoine (qui prend également le sigle d'UCK) se lance en janvier 2001 dans une rébellion active et affronte les forces gouvernementales dans le nord du pays. Cette guérilla affirme se battre pour les droits des Albanais et la fin des discriminations. Le gouvernement de Macédoine réagit en lançant une vaste offensive militaire soutenue implicitement par l'OTAN et les pays européens, qui craignent une propagation du conflit. Les rebelles macédoniens, dirigés par Ali Ahmeti, réclament l'amendement de la Constitution macédonienne afin d'obtenir pour la minorité albanophone la reconnaissance des mêmes droits que pour la majorité slave ; le gouvernement propose seulement d'étendre l'autonomie linguistique et politique des albanophones et de leur garantir un meilleur accès à la fonction publique.

Après six mois d'affrontements, un accord est signé à Ohrid (13 août 2001) sous la pression de l'Union européenne. Il est paraphé par les dirigeants des quatre partis, deux macédoniens et deux albanais, qui forment la coalition gouvernementale. Le principal point de l'accord concerne la reconnaissance officielle de l'albanais comme seconde langue officielle.

Autre compromis délicat, la police devra intégrer 23% d'Albanais (contre 3% jusqu'alors) d'ici 2003, au *pro rata* de leur pourcentage dans la population, tandis que les députés albanais disposeront d'un droit de blocage à l'égard des lois concernant les droits de leur minorité. En outre, l'enseignement supérieur en albanais recevra des subventions de l'État. Enfin et surtout, l'entrée en vigueur de l'accord sera conditionnée par le désarmement des rebelles albanais par l'OTAN.

En mars 2003, les forces de l'OTAN sont remplacées par une mission militaire de l'Union européenne (UE), la première jamais envoyée dans un pays. Elle est aussi chargée de veiller à la mise en œuvre de l'accord de 2001. En février 2004, alors qu'il vient de présenter une demande officielle d'adhésion de la Macédoine à l'UE, le président de la République, Boris Trajkovski, trouve la mort dans un accident d'avion. Élu en 1999, incarnant la nouvelle génération de responsables politiques pro-européens, il était connu comme un homme de dialogue et un fervent partisan des accords d'Ohrid.

Au mois d'avril 2004, le Premier ministre en exercice, Branko Crvenkovski, est élu à la présidence de la République pour succéder à Boris Trajkovski. Candidat de l'Alliance sociale-démocrate (SDSM), il obtient 60,6% des voix. Le parti de son adversaire, le VMRO-DPMNE, dénonce des irrégularités et une fraude électorale.

Cependant peu à peu l'intégration européenne fait figure de puissance supra-étatique susceptible d'apporter la paix et la stabilité dans ce Sud-Est Européen tellement traditionnellement instable.

En 2001 le parti au pouvoir jouera un rôle décisif dans les négociations de paix avec l'OTAN et l'UCK en juillet, ceci pour aboutir enfin à l'accord d'Ohrid qui entre autre établissait :

- - la reconnaissance de la langue albanaise comme langue officielle
- - des droits pour la minorité albanaise
- - et enfin la mise en œuvre du désarmement de l'UCK.

L'VMRO aura alors durant ses 5 années montrées, en faisant fi des « fantômes » du passé qu'elle pouvait avoir la maturité suffisante pour devenir un parti de gouvernement.

L'année 2002 voit les élections législatives se dérouler normalement donner la victoire à la coalition sociale-démocrate avec 60 sièges pour le SDSM et 16 pour le parti de la minorité albanaise soit 76 sièges sur les 120 de l'assemblée, la nouvelle coalition au pouvoir ayant pour principal défi l'organisation d'un état désormais multiethnique et composé principalement de Macédonien, d'Albanais, de Roms et de Turcs.

Suite à de multiples affaires de corruptions les nationalistes reviennent au pouvoir lors des législatives du 5 juillet 2006, les négociations pour un gouvernement de coalition avec la minorité albanaise qui a obtenu 24 sièges aboutirent le 27 août 2006 à la nomination de Nikola Gruevski (chef du parti nationaliste modéré VMRO-DPMNE) Les choix politique du nouveau gouvernement étant avant tout axé sur le développement économique qui sera la priorité absolue du cabinet quitte à faire passer au second plan les enjeux interethniques.

Les temps de violence semblent donc avoir fait place à ceux de l'action politique, espérons que la Macédoine en ce début de 21^e siècle et après une histoire très troublée au siècle précédent trouvera enfin la voie de sa stabilité.

Dr Olivier Buirette, Paris le 23 septembre 2006.